

La CES c'est non !

Lors du dernier congrès de la FSU nous avons vu une manœuvre de passage en force pour acter l'affiliation de la FSU à la CES. Les congressistes ont demandé de repousser cette décision afin de réunir tous les éléments du débat.

Force est de constater qu'encore une fois ces conditions ne sont pas réunies.

Le SNETAP devra prendre une décision pour le CDFN de janvier, alors qu'il n'aura pas eu le temps de mettre en place ce débat.

L'échec de l'affiliation à la CSI

Rappelons le, la FSU a fait sa demande et celle-ci n'est toujours pas accordée. Cela doit nous faire réfléchir sur l'intérêt de passer autant de temps sur cette question alors que nous n'avons même pas de garanties des confédérations françaises affiliées à la CES (CFDT-FO-UNSA-CGT) qu'ils ne fassent pas jouer leur droit de veto à notre demande d'affiliation.

Face à l'offensive antisociale, la CES se contente le plus souvent de prendre acte, voire de déplorer. Son message, en ces temps de crise, reste centré sur l'exigence d'un bon fonctionnement du système et de plans de relance efficaces ! On peut cependant noter une inflexion dans le discours, l'orientation (critique de la stratégie Europe 2020) et un agenda de mobilisations (le 29 septembre, le 17 décembre en perspective).

Elle n'est pas encore l'outil d'émancipation des travailleurs européens le sera-t-elle un jour ? Quand on voit que son prochain secrétaire général n'est pas issu d'un syndicat.

Mais la FSU doit développer une activité et une stratégie qui ne se résume pas à rejoindre - à vouloir rejoindre - la CES. Une demande d'affiliation ne peut pas être pensée comme un changement stratégique de la FSU : il ne s'agit pas de faire moins de « mouvement social » pour faire du syndicalisme « institutionnel ». Ce ne pourrait être que pour y porter les orientations de la FSU et notamment la nécessité de construire la confrontation et le rapport de force contre la commission européenne et ses politiques, et la nécessité de travailler à cela sans exclusive avec les mouvements syndicaux et sociaux qui s'inscrivent dans cette perspective.

Il faut agir en Europe

On le voit, avec les plans d'austérité qui s'imposent aussi en Espagne, en Grèce, en Grande-Bretagne ou en Italie, on l'a vu au moment du blocage des raffineries en France, il y a urgence à développer un syndicalisme capable de réagir et d'intervenir au delà des frontières nationales, notamment en Europe.

Dans un tel contexte, quand 75 % des résolutions adoptées par les Parlements nationaux découlent directement de l'application des décisions européennes et quand les politiques européennes ont un impact direct sur les politiques auxquelles nous faisons face dans les différents pays, la nécessité de construire un rapport de forces au niveau européen, est un défi que les mouvements sociaux et principalement syndicaux, doivent relever. Certes la FSU est investie dans le FSE -Forum Social Européen- mais elle peine à y avoir une activité réellement partagée au niveau fédéral de même qu'au niveau des nombreux collectifs ou réseaux thématiques (écologie, crise financière, politiques migratoires, services publics, éducation...) ou conjoncturels (sommet UE...). Même quand c'est la CES qui appelle à manifester comme le 29 septembre dernier, à Bruxelles, la FSU peine à former un cortège de plus de 100 personnes !

Quoiqu'il en soit, sans affiliation, nous ne sommes pas paralysés et il nous faut surtout renforcer notre implication dans les cadres collectifs (le forum social européen, les réseaux et les initiatives qui lui sont liés) pour construire les mobilisations indispensables au niveau européen.

Lors de cette consultations nous appelons les adhérent-e-s du SNETAP- FSU à voter contre l'affiliation de la FSU à la CES.

Rémi Philton, Arno Leroux et Etienne Berges